

visiter une maison de campagne pour les ouvriers et virent, d'une manière concrète, comment l'argent pris à tous les syndiqués servait à payer des vacances aux « meilleurs ».

Nous étions tous las quand nous reprîmes le bateau pour Fiume où nous fûmes logés dans des baraques assez éloignées de la ville. Le lendemain, à une heure, nous reprenions le train pour Postoyena où se trouvent de merveilleuses grottes. Nous eûmes le droit de les visiter, de dîner et d'écouter quelques discours avant de partir vers la France.

RAYMOND BOURT

LE STALINISME EN ALLEMAGNE ORIENTALE

LA CLASSE OUVRIERE SOUS LE REGIME STALINIEN

(suite)

Les ouvriers du secteur soviétique de l'économie.

Au sein des S.A.G., la situation était autre que celle des V.E.B. : la direction russe était toute puissante et le Conseil d'Entreprise réduit par définition au rôle d'inciter les ouvriers au travail pour une production qui s'en allait en U.R.S.S. Voici quelques extraits d'un contrat passé le 5 août 1947 entre la direction de l'Elektro-Apparate Fabrik (A.E.G. Treptow) de Berlin d'un côté et le Conseil d'Entreprise de l'autre :

« ...Le Conseil d'Entreprise assiste la Direction dans l'exécution des mesures en vue d'augmenter la production et dans l'organisation des institutions sociales et culturelles ainsi que dans l'amélioration du moral au travail des ouvriers et le renforcement de la discipline au travail. »

« ...Les assemblées du personnel et les assemblées syndicales pendant le travail doivent être approuvées par la Direction. Les séances du Conseil d'entreprise ont lieu une fois par semaine pendant le travail et durent en moyenne de 2 heures à 2 h. 30. Les autres questions seront résolues selon l'urgence, en dehors du temps de travail. En cas de nécessité, des séances supplémentaires seront tenues pendant le travail avec l'approbation de la direction. »

«...Pour encourager les efforts communs des ouvriers et de la Direction en vue d'augmenter la productivité du travail, la Direction met au courant le Conseil d'Entreprise des problèmes les plus importants ayant trait à la planification. De même en ce qui concerne la comptabilité, les salaires et les conditions de vie des ouvriers et employés, l'opinion du Conseil d'Entreprise est à considérer.»

Le manque de démocratie intérieure n'empêchait pas le S.E.L. de considérer les S.A.G., à côté des V.E.B., comme progressives et de demander aux ouvriers d'augmenter la production. Les cellules S.E.D. des S.A.G. ne suivaient pourtant pas toujours cette orientation et parfois, avec le Betriebsrat, elles se trouvaient à côté des ouvriers. Ainsi, à la S.A.G. de Espenhaim, où le Betriebsrat, aidé par la cellule, organisa, début mai 1948, une grève de protestation contre les inégalités dans la nourriture. Mais les possibilités d'action ouvrière, dans les S.A.G. étaient réduites à cause de la répression et, par ailleurs, le Betriebsrat n'ayant aucun contrôle sur la production manquait même l'occasion de réaliser des compensations. En échange, la nourriture était meilleure que dans les autres entreprises.

Vers la mi 1947, près de 300.000 ouvriers travaillaient dans les S.A.G. Le secteur soviétique de l'économie comprenait en outre les mines d'uranium de Aue - Oberschlema, en Saxe, qui d'après certaines sources (Europa Archiv) employaient 50.000 ouvriers, d'après d'autres (Neue Zeitung) 100.000. Ouvertes dès printemps 1947, on tenta d'y envoyer du personnel volontaire et on accorda de hauts salaires, mais les conditions de sécurité et d'hygiène étaient désastreuses et peu d'ouvriers se présentèrent. On recourut alors au travail forcé. La police allemande et la police militaire soviétique organisèrent des rafles. Sous le moindre prétexte, on retirait les papiers d'identité aux arrêtés et on les envoyait dans les mines d'uranium. En cas de fuite, on arrêtait un membre de la famille. On rendait la liberté au travailleur forcé suivant le cas, soit après une période de trois à six mois, soit lorsqu'il devenait inapte au travail. Il était rare que plus d'un an soit nécessaire pour qu'il le devienne. Le nom de Aue devint rapidement synonyme de terreur et plus spécialement de terreur antiouvrière soviétique.

Si le S.E.D. se tut en général sur les conditions de Aue, les syndicats adoptèrent une attitude positive. En février 1948, les deux présidents (staliniens) des syndicats, Jendretzky et Göring, envoyèrent une circulaire aux sections leur demandant d'aider au recrutement des volontaires pour les mines d'uranium. En juin 1948, la Commission Economique légalisait le travail forcé « en cas de besoin public ou pour remplir une

obligation envers la puissance d'occupation ». Aue contribua à rendre haïssable le régime stalinien aux travailleurs de la zone soviétique.

Il serait nécessaire de considérer également la situation des ouvriers allemands travaillant en U.R.S.S., comme volontaires ou amenés de force en même temps que les machines de leurs anciennes usines. Malheureusement, il n'existe quant à leur nombre et à leurs conditions de vie que des indications fragmentaires. Il semble toutefois que celle-ci ne soient pas plus mauvaises que celles des ouvriers russes de même catégorie et que leur nombre est de l'ordre de quelques dizaines de mille.

Les ouvriers des entreprises privées.

Au sein du secteur privé de l'industrie, qui contenait encore à l'époque envisagée environ 50 % des salariés, les conditions de la classe ouvrière étaient en général semblables à celles des autres secteurs. L'attitude du parti fut cependant différente. Les cellules S.E.D. reçurent l'ordre d'expliquer aux ouvriers qu'ils se trouvaient dans des entreprises capitalistes et qu'ils devaient résister aux patrons. Cette attitude était contredite par la nécessité de produire et par la théorie du « courant progressif au sein de la bourgeoisie. » Ils ressortait pratiquement de cette position double que le parti demandait aux ouvriers de « défendre activement leurs intérêts » toutes les fois que les capitalistes ne se soumettaient pas à la loi stalinienne. Ceci arriva surtout au début. Encouragés par la théorie du courant progressif, un certain nombre de capitalistes soulevèrent des difficultés lorsqu'il s'est agi de contrôler leurs livres de compte. Le parti organisa alors quelques grèves et les capitalistes cédèrent très rapidement.

Il existait bien entendu chez les ouvriers qui participaient à ces actions un sentiment de satisfaction de pouvoir se venger contre leurs patrons. Dès 1946 pourtant, le contraire prévalut. La masse des ouvriers, y compris ceux des entreprises privées regardaient comme ennemi principal le régime bureaucratique stalinien qui couvrait les réparations. Ce régime était représenté au sein de l'entreprise privée par les éléments staliniens de la cellule S.E.D. et surtout par les informateurs de police qui y pullulaient. Il répugnait aux ouvriers que ces éléments prétendent représenter leur classe et souvent préféraient leur patron qui ne s'en réclamait jamais et qui, lui aussi, tremblait devant les contrôles économiques ou policiers staliniens.

Dès 1946, il y eut un rapprochement instinctif entre ouvriers et patrons de la zone soviétique. En été 1946, au moment des

référendums de Saxe qui devait décider des nationalisations, un certain nombre de Betriebsräte demandèrent que leur entreprise soit rayée de la liste soumise au référendum. Ainsi, chez Daimler Benz, les Betriebsräte des différentes usines de la maison exprimèrent l'intention de se réunir en conférence pour ce but.

Dans la plupart des cas, le Betriebsrat s'entendait avec le patron en vue des compensations. Ces opérations prirent le caractère d'une vraie institution dans l'industrie textile saxonne qui, en majorité, était restée privée. Le patron accordait périodiquement à chaque ouvrier des tissus ou des tricotages. Celui-ci revendait au marché noir son attribution, doublant ou triplant ainsi son salaire. En échange, le Betriebsrat fermait les yeux sur les affaires illégales du patron.

Bien entendu, pris entre l'action du capitaliste et celle de la bureaucratie, sans autre perspective et solution qu'individuelle, les ouvriers des entreprises privées perdaient toujours plus leur conscience de classe et, quoique passivement, passaient sous l'influence des capitalistes.

Réaction du parti stalinien.

La tentative stalinienne de ranimer grâce aux Betriebsräte les illusions des ouvriers d'avant-garde et l'ardeur au travail de l'été 1945 avait échoué. Malgré son amorphisme politique, la classe ouvrière avait imposé à la majorité des conseils leur conduite. Devant son poids et sa volonté de vivre, le réseau de cadres staliniens s'était avéré trop faible.

Le S.E.D. était considéré de plus en plus comme une organisation de Quislings et la productivité du travail qui était au début 1947 — suivant des sources officielles — à 40 % par rapport à 1936 n'avait pas tendance à monter.

Les Betriebsräte constituaient, tout au moins pour la forme, un moyen démocratique de résoudre le problème de la productivité du travail ; dorénavant, le parti recourra toujours plus à ces moyens purement bureaucratiques et de force. Il restreindra progressivement les droits des Betriebsräte jusqu'à les dissoudre ; il introduira à l'usine les méthodes d'exploitation connues en U.R.S.S. sous le nom de stakhanovisme ; enfin, il créera de toutes pièces des organismes de contrôle policiers qu'il baptisera populaires et qu'il présentera ensuite comme issu de l'initiative des travailleurs. Chaque mesure sera présentée comme une conquête démocratique, mais la propagande ne trouvera plus aucun écho parmi les ouvriers et de plus en plus elle deviendra un alibi politique pour les communistes devenus

bureaucrates. Les moyens de recruter de nouveaux cadres de direction politique et économique deviendra l'enseignement scolaire du stalinisme combiné à l'attrait des avantages matériels.

Premières attaques contre les Betriebsräte.

Dès l'été 1946, le parti stalinien attaquait insidieusement les Betriebsräte « auxquels manque le courage de dire aux ouvriers que seul le travail permettra de vaincre la crise actuelle. » (Neuer Weg, juillet 1946). En même temps, on accusait les vieux militants d'être les plus incompréhensifs par rapport à la situation nouvelle. On éloigna des Betriebsräte les anciens communistes restés révolutionnaires et qui auraient pu cristalliser une opposition d'autant plus dangereuse qu'elle se serait réclamée des mêmes principes que les dirigeants staliniens. Toutefois, des attaques de front contre les droits des Conseils n'eurent lieu qu'aux premiers mois de l'année prochaine. A l'occasion de la conclusion des contrats entre la direction des entreprises nationalisées et les Conseils, ceux-ci réussirent dans certains cas à s'arroger des droits qui faisaient de la direction une subordonnée. Ou bien, dans certains autres cas, dans les entreprises privées, les Betriebsräte reconnurent la primauté du patron et allèrent jusqu'à s'engager à exécuter les punitions que celui-ci voudrait appliquer. Il fut décidé alors que chaque contrat serait contresigné par la section syndicale respective.

En avril 1947, le deuxième congrès des syndicats de la zone soviétique (F.D.G.B.) décida que les candidats pour les élections aux Betriebsräte seraient fixés par le groupe syndical d'usine, qu'ils seraient responsables devant ce dernier de leur activité et que le syndicat déciderait de leur recandidature. La tendance se faisait déjà jour de remplacer les Betriebsräte en ce qui concerne le travail de direction par les groupes syndicaux d'entreprise que le parti dominait mieux.

Le 26 juillet, le Général Kolesnitchenko, chef de l'administration militaire de Thuringe, par l'ordre 128 préconisait le renforcement de l'autorité des directions d'entreprises et critiquait lui aussi l'immixtion des Betriebsräte dans toutes les affaires de l'usine.

Entre temps, au début juillet avaient eu lieu les deuxièmes élections pour les Betriebsräte. Malgré la préparation rigoureuse des candidatures, les ouvriers avaient élu 40 % de non-politiques, en dehors des listes officielles et aussi 3 - 4 % de membres des partis bourgeois. Dès lors, les Betriebsräte étaient condamnés dans l'esprit des dirigeants staliniens.

Introduction du Stakhanovisme.

Comme en utilisant les Conseils on ne réussissait pas à ranimer l'ardeur au travail des ouvriers, on organisa au début 1947 une levée en masse (Volksaufgebot) pour des travaux de reconstruction. En même temps, sur le modèle des premiers temps de la révolution russe, on essaya de mettre sur pieds des équipes de choc de travail. On étendit également le système en vigueur déjà des primes au rendement et on revint par endroits à la méthode éprouvée du travail à forfait. Le tout fut généralisé, perfectionné et élevé au rang d'institution par l'ordonnance 234 du commandement militaire soviétique d'octobre 1947. Le point principal de cette dernière était la distribution à un million d'ouvriers de repas chauds, sans tickets, à prendre à l'usine. L'ordonnance prévoyait en outre l'extension du travail à forfait et aux pièces, ainsi que la distribution de primes sous forme de textiles ou de produits industriels aux ouvriers « des entreprises principales. ».

Effectivement, à partir du 1^{er} novembre 1947, un million d'ouvriers reçurent des « repas Sokolowsky ». Mais ces privilégiés étaient eux-mêmes divisés en deux catégories : A et B. Seulement, la première (400.000 ouvriers) recevait au repas de la viande et des matières grasses. Il arrivait souvent qu'au sein d'une usine ou même d'un atelier, il y ait trois catégories d'ouvriers et qu'au moment des repas chacun aille de son côté. La gradation était faite suivant l'intérêt que représentait telle ou telle catégorie pour la production en général et pour les réparations en particulier. Bien entendu, beaucoup d'injustices se produisaient et le système introduisait la division et des disputes mesquines parmi les ouvriers. Le système des repas à l'usine uni à celui du travail à forfait (fin 1947, 50 % des ouvriers travaillaient à forfait) s'avéra plus efficace que celui des distributions de colis appliqué à la même époque par les Américains dans les mines de la Ruhr : tandis que le colis était partagé avec la famille, le repas était consommé sur place et se transformait plus sûrement en production.

Suivant les sources officielles, la production augmenta à la suite de l'ordre 234, de 15 %. Quoiqu'il en soit, reçu favorablement au début, l'ordre 234 ne tarda pas à se transformer en son contraire dans l'opinion publique. En effet, la quantité de vivres consommés dans la zone soviétique restait la même, seule la répartition entre catégories changeait. Ainsi, les mineurs de fonds reçurent du lait, mais les enfants à partir de 3-4 ans cessèrent d'en toucher.

Parallèlement aux repas, on généralisa le système des pri-

mes à la production et de distributions de textiles et de vivres supplémentaires dont le comité syndical était chargé. A cause du manque général, ces distributions avaient une grande importance et devinrent bientôt un moyen de favoriser les amis et les partisans. Les ouvriers qui acceptaient et pouvaient travailler à haut rendement touchaient également des distributions supplémentaires. Leur salaire était de 2-300 % plus haut que celui de leurs collègues. Ils étaient appelés « activistes », on les affichait au tableau d'honneur et on tendait à les grouper entre eux. Mais les autres ouvriers les haïssaient et les plaçaient dans la même catégorie que les anciens « jaunes », mouchards et partisans de toujours du patron au sein de l'usine. En effet, la direction tendait à se servir d'eux pour diminuer le temps d'exécution des pièces et les primes qu'ils recevaient, finalement, abaissaient le niveau de vie général : tout comme pour les repas Sokolowsky par rapport à la zone, la quantité totale de primes distribuées à l'usine restait fixe; seule la répartition changeait. L'ordre 234 instituait ainsi le système de la division et du travail sous le fouet de la famine.

L'obsession du contrôle.

Dès l'été 1947 et surtout après les deuxièmes élections aux Conseils d'Entreprise lorsqu'il était devenu clair que ces derniers ne deviendraient pas des instruments du régime, le parti entreprit la création de comités de contrôle économique indépendants et des Conseils d'entreprise. Cela débuta aux chemins de fer où les vols avaient pris des proportions catastrophiques et continua avec les principales entreprises privées et nationalisées de la zone. Le but était d'empêcher les « affaires de compensation » et le marché noir, de suivre les marchandises dans leur circuit, en général d'assainir l'économie du pays rongée par les « égoïsmes ». Chaque comité était composé de trois ouvriers, un technicien et un spécialiste des questions commerciales. Ils travaillaient sous la direction des commissions de contrôle des Länder pour la planification et tous en jouissaient de la protection des assemblées régionales et cantonales.

La direction officielle du parti recommandait le choix des membres des comités parmi les éléments qui avaient joué le rôle de dénonciateurs des Betriebsräte dans les « affaires de compensation ». Ceci est avoué par la revue stalinienne Die Wirtschaft de novembre 1947 : « ... (les membres des comités) doivent avoir prouvé qu'ils ne permettront pas des affaires de compensation. ».

Dès le premier moment, le parti se heurta aux difficultés déjà rencontrées avec les Betriebsräte : la cellule d'entreprise ne disposait pas d'assez d'éléments qui soient en même temps suffisamment « durs » et assez qualifiés pour pouvoir contrôler la production. Mais les comités n'étant pas élus, comme les Betriebsräte, ils s'avérèrent un instrument plus souple : Comme première mesure et pour les détacher du personnel, on décida d'envoyer le comité d'une usine contrôler dans d'autres.

Vers le mois de novembre 1947, après la publication de l'ordre 234, on donna une grande extension au mouvement. Les comités passèrent sous le contrôle des commissions locales de coordination du Bloc Démocratique ; en réalité, le parti et les syndicats continuaient à avoir la haute main. On donna aux comités le nom de Volkskontrollausschüsse — V.K.A. — (comités de contrôle populaire), on en organisa des congrès et, sous couleur d'étendre les droits démocratiques des travailleurs, on étendit le domaine de l'activité des V.K.A. jusqu'au contrôle des gardes-manger des habitants et des sacs à dos des voyageurs.

Pendant quelques mois, l'attention du parti sera concentrée sur les V.K.A. On avait réussi à les rendre indépendants des travailleurs, mais on se heurtait à un autre écueil : incapables de contrôler réellement le processus de production, les V.K.A. s'acharnaient sur les habitants des villes qui, ne pouvant gagner leur vie en travaillant, achetaient du ravitaillement à la campagne, et de retour chez eux le revendaient. Des abus se produisaient et bien souvent, les membres des V.K.A. gardaient pour eux le contenu des valises confisquées. L'institution devint vite odieuse aux travailleurs. Le parti s'efforça de la justifier et l'organe des syndicats « Tribune » publia un texte de Lénine écrit après la prise du pouvoir par les bolchévicks qui, effectivement, condamnait le « débrouillage » individuel des ouvriers comme nuisible, cependant, les comités de contrôle tendaient à échapper au parti et c'était justement par le biais du « débrouillage » individuel et de « l'égoïsme ». Bien des membres de comités pensaient plutôt à s'enrichir qu'à contrôler. On les soumit alors à la surveillance des organes réguliers de police. La Tägliche Rundschau, organe de l'Armée Rouge, du 17-2-1948, affirme : « (les comités) ...sont les bras prolongés des autorités. Ils les complètent vers le bas et observent mille choses qui échappent à la police. « Une fois les infractions observées, la répression devait revenir aux policiers. Mais ce contrôle du contrôle s'avéra lui-même inefficace en partie, la police étant elle aussi corrompue. On créa alors dans les entreprises des comités d'action purement stalinien. C'était là, d'une part,

l'écho des événements de février 1948 de Tchécoslovaquie ; de l'autre, ces nouveaux organes exprimaient dans la vie des usines de la zone soviétique l'aggravation de la tension internationale. Les Comités d'Action devaient contrôler et épauler tous les autres comités et organes de contrôle existants. On se heurta cependant encore au manque de cadres trempés et qualifiés, et les comités dépérèrent peu à peu.

Le problème du contrôle du contrôle restait entier. En avril-mai 1948, on créa auprès de la Commission Economique de Berlin une Commission centrale de contrôle qui avait comme subordonnée une Commission de contrôle dans chaque Land. Les V.K.A. passèrent sous l'égide de ces organes, tout en continuant de travailler en accord et sous le contrôle de la police et des organes de contrôle des ministères de l'économie des Länder. On créa en même temps des écoles spéciales pour les membres des V.K.E. Le contrôle, le recontrôle et le supercontrôle devinrent une vraie obsession pour les dirigeants stalinien qui agissaient sur un terrain extrêmement mouvant. Début octobre 1948, le Conseil des Ministres de Saxe votait une résolution où il était affirmé que : « L'appareil de contrôle doit être activé et à son tour contrôlé. »

Avec l'approche de la période des plans, l'atmosphère devint encore plus tendue. La presse stalinienne proclama que le devoir des membres du parti et des employés de l'administration est de dénoncer aux V.K.A. toute « affaire de compensation ». En septembre 1948, les commissions de contrôle central et des Länder reçurent des pouvoirs dictatoriaux et entre autres celui de délier tout employé privé ou d'Etat du devoir de secret professionnel. L'atmosphère devenait irrespirable parmi les travailleurs en général et dans les usines en particulier : la délation et la surveillance policière étaient à chaque pas.

Cependant, les multiples organes de contrôle se surveillant réciproquement et continuellement épurés et perfectionnés donnaient peu à peu des résultats. Vers la fin 1948, les « affaires de compensation », notamment celles du secteur privé, n'avaient pas disparu, mais étaient devenues très dangereuses.

Sur le terrain de « l'enthousiasme au travail », les V.K.A. avaient complètement échoué. Dès le début 1948, ils avaient reçu, en plus du contrôle, la tâche de « relever le moral des ouvriers, de surveiller la discipline au travail, d'introduire le travail aux pièces et à forfait, de veiller à l'amélioration de l'alimentation. ». Pourtant, la Tägliche Rundschau du 28.9.1948, parlant des V.K.A., en était encore à en appeler aux ouvriers et

à leur dire qu'ils « doivent avoir une attitude plus consciente et plus honnête envers les problèmes de production ».

Le parti pouvait enregistrer une réussite relative de ses comités de contrôle, mais le caractère « populaire » du mouvement ne faisait d'illusion pour personne. Sur le terrain de l'usine, les membres des V.K.A. se rangèrent nettement à côté des bureaucrates de la direction et de la cellule.

La dissolution des Conseils d'Entreprise.

Fin 1947, le parti disposait à l'usine de deux organes à opposer aux Betriebsräte : le groupe des activistes qui incitait les ouvriers au travail, et le V.K.A., qui, tant bien que mal, contrôlait la marche de l'entreprise et pouvait à la rigueur contrôler le Betriebsräte lui-même. Le Conseil d'entreprise était remplacé dans deux des fonctions qui lui avaient été assignées primitivement. Il détenait toujours, en principe, avec la direction, le droit de codécision quant à la production, et bien souvent il s'en servait dans un sens indésirable pour le parti. Le S.E.D. tendait toujours plus à remplacer le Betriebsräte par la direction du groupe syndical en ce qui concerne ce droit. Mais le syndicat n'avait jamais vécu en réalité à l'usine. Aux rares réunions syndicales d'entreprise, il avait un silence mortel dans la salle ; les membres du comité — la tribune — faisaient un rapport, lisaient une quelconque résolution sur la production ou sur l'unité du pays ; on la votait en silence et on s'en allait. Le comité syndical, privé du rôle traditionnel des syndicats de défense des revendications ouvrières et réduit à celui de distributeur de suppléments de vivres et de textiles, était en général très faible. Le plus souvent, il était soumis au contrôle de la cellule et parfois à celui du Betriebsrät.

On entreprit à renforcer la section et le comité syndical. Grâce à la propagande et à la pression exercée, les syndicats gagnèrent dans l'espace de six mois écoulés entre la publication de l'ordre 234 et la conférence syndicale de mai 1948, 300.000 adhérents. Le nombre total des inscrits atteignait 3.500.000. Les cellules d'entreprise reçurent l'ordre de mettre à la disposition des comités syndicaux leurs meilleurs éléments. Les écoles de cadres syndicaux furent multipliées. A la conférence de mai 1948, on se crut assez fort pour proclamer que le syndicat doit acquérir un rôle de direction dans l'entreprise. En août, Warnke, secrétaire fédéral, déclara pour la première fois (« Arbeit », août 1948) que le droit de codécision doit être dévolu aux groupes syndicaux, tandis que les Betrieb-

sräte n'auront à s'occuper que des questions sociales de l'entreprise.

En même temps, le Conseil fédéral prenait la décision de remettre de six semaines les élections pour Betriebsräte fixées en septembre : les résultats des élections partielles étaient désastreux pour les stalinien. A Leipzig, par exemple, sur 35 membres de Conseils à élire dans quatre entreprises, passèrent seulement huit S.E.D. On espérait renforcer jusqu'en automne les comités syndicaux. Mais le 10 novembre, on annonçait une nouvelle remise des élections, cette fois sine die, sous prétexte de préparer le plan de deux ans. En réalité, l'atmosphère était trop défavorable parmi les ouvriers. On se décida alors de brusquer les choses. On convoqua des assemblées du personnel des entreprises et bientôt, d'innombrables résolutions affluèrent au Conseil fédéral de Berlin demandant toutes que des nouvelles élections pour les Betriebsräte n'aient plus lieu, mais que la fonction de ces derniers soit assurée par les comités syndicaux d'entreprise. Parallèlement, la presse stalinienne trouvait une justification théorique et tactique à cette initiative « d'en bas » : en zone soviétique, les travailleurs sont de toute façon au pouvoir ; il n'y a pas de raison de diviser les forces des cadres ouvriers entre Betriebsräte et syndicats, vu que ces derniers contiennent le plus souvent environ 80 % des salariés de l'entreprise.

Le 25 novembre, un Conseil fédéral élargi se réunit à Bitterfeld et décida de dissoudre les Conseils d'entreprise, leurs membres devant être intégrés aux directions syndicales. Une certaine opposition s'étant fait jour au sein même du Conseil fédéral, on apporta une légère correction ; le Betriebsräte devait continuer d'exister dans les entreprises où moins de 80 % du personnel était syndiqué. Mais ces dernières entreprises étaient les moins importantes. Pratiquement, dès lors, les Betriebsräte ne jouèrent plus aucun rôle, car le droit de codécision fut dévolu partout aux comités syndicaux.

Le parti avait tout mis en œuvre pour qu'à la veille du plan de deux ans il ait les mains libres à l'usine. Il avait cru pouvoir y réussir en détruisant le seul organe qui représentait plus ou moins les ouvriers et en le remplaçant par des groupes étroitement liés à la caste bureaucratique. Comme nous le verrons, il se sera en grande partie trompé.

Fondement et contradictions du groupe bureaucratique de l'usine.

Parallèlement à l'adoption de méthodes de plus en plus anti-démocratiques dans les entreprises, le groupe de bureaucrates

staliniens évoluait. Ses débuts ne peuvent être expliqués que par la tradition de discipline aveugle du stalinisme et par le sentiment de supériorité que possédaient les cadres communistes face aux travailleurs. C'est au nom de ce sentiment que dès les premiers temps de l'occupation, lorsque la faim constituait la préoccupation générale, les cadres du parti mangèrent mieux que le commun des ouvriers. « Nous devons vivre ; la classe ouvrière a besoin de nous », expliquaient-ils. Bientôt, un système de colis et de suppléments de vivres fut institué et étendu également à ceux des ouvriers qui étaient promus à la situation de cadres politiques ou administratifs. Cet élément, comme nous l'avons vu, ne tarda pas à influencer les jugements politiques, et finalement, dans beaucoup de cas, à les déterminer.

Peu après, le parti était amené à étendre le système des privilèges. Le manque de spécialistes était un problème grave et l'on se vit obligé de conserver nombre d'anciens ingénieurs, techniciens et même directeurs. Pour qu'ils ne désertent pas on leur accorda les mêmes avantages qu'aux cadres du parti. A leur tour, les anciens éléments bourgeois restés au service du nouveau régime évoluaient. Suite à la pression qui était exercée sur eux et en partie par souci de justification morale, ils adhérèrent en grand nombre au parti stalinien. La cellule d'usine, où en général, se groupaient les éléments privilégiés devenait le creuset de la nouvelle caste.

Le parti dépensa un grand effort pour enseigner le stalinisme à ses nouveaux adhérents et se les attacher davantage. Nombre d'écoles S.E.D. de 15 jours, de un mois, de trois mois ou de six mois furent ouvertes où les élèves étaient internes et nourris. Au cours de la période d'enseignement on se rendait compte de l'état d'esprit et des facultés d'avancement du nouveau bureaucrate — ou simplement du nouvel adhérent — et le rapport du directeur d'école, qui toujours était un stalinien 100 %, était souvent décisif pour sa carrière future.

Avec la création du mouvement des activistes un nouvel élément vint s'ajouter au groupe des privilégiés de l'entreprise. Les Activistes restaient ouvriers — mais étaient en même temps avantagés par la direction et haïs par le personnel. Ils se rapprochèrent idéologiquement du groupe de dirigeants staliniens : ils sentaient le besoin de briser leur isolement et tout comme les éléments bourgeois, ils étaient en quête de justifications.

Au début de l'étape des plans, le groupe bureaucratique de l'usine pouvait être caractérisé face à la masse des ouvriers par une commune volonté de produire et surtout par le fait que la tâche d'organiser la production reposait exclusivement sur ses

épaules. Son esprit de caste supérieure en découlait normalement. L'idéologie stalinienne cimentait, plus ou moins, les éléments du groupe bureaucratique de l'usine. Une vie sociale à part se développait également au sein de ce groupe : les cadres staliniens, politiques ou techniques se rencontraient en dehors du travail seulement entre eux. Ils ne fréquentaient ni les ouvriers, ni les éléments bourgeois existant encore.

A l'intérieur du groupe stalinien de l'usine, les différences étaient importantes : il existait une grande distance entre l'ouvrier activiste et le directeur d'une entreprise nationalisée. Entre ces deux catégories, tout une échelle était à gravir. Les mêmes raisons qui avaient amené une différenciation entre ouvriers et cadres imposèrent une gradation entre ces derniers également. Le directeur d'une usine importante recevait une villa et une Mercedes ; le sous-directeur seulement un appartement et une B.M.W. Les colis de vivres étaient également de trois catégories (1), le second contenant la moitié du premier et le troisième la moitié du second. Chacun était attribué aux cadres d'un échelon précis. On alla même plus loin et, par exemple, pendant l'hiver 1946-47, lorsqu'il faisait très froid, les cadres supérieurs des syndicats reçurent seize quintaux de charbon, tandis que les cadres moyens seulement, huit. Ces différences officieuses étaient plus effectives que la différence officielle de salaires qui étaient de 1 à 10 jusqu'à 1 à 20 entre manœuvre et directeur d'usine : l'argent avait peu de valeur avant la réforme monétaire.

En graduant les avantages, on liait les éléments utiles ; on les incitait à travailler et à être fidèle à la ligne et on leur désignait une récompense concrète. Mais, d'autre part, les différences ne manquaient pas de créer des jalousies et des dissensions au sein du groupe bureaucratique de l'usine. Il faut tenir compte qu'à l'une de ses extrémités, celui-ci subissait le contact et la pression des ouvriers, tandis qu'à l'autre il touchait aux sphères supérieures du pays. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'ancien esprit individualiste du capitalisme se faisait également jour.

Au sein du groupe bureaucratique de l'usine les manifestations d'oppositions contre les méthodes bureaucratiques de caste ne manquèrent pas. Des anciens militants ouvriers rappellèrent le mot d'ordre d'avant 1933 des syndicats allemands : « Akkord ist Mord » (le travail à forfait, c'est la mort). Dans quelques cas précis, des membres du parti partagèrent en signe

(1) Le meilleur, distribué chaque mois, contenait : 4 kilos de viande, 2 kilos de beurre, deux bouteilles de « chnaps », du fromage, des pâtes, des pommes de terre, etc.

de protestation contre le système leurs colis avec des camarades de cellule ou de travail. Ils furent mutés et âprement réprimandés : la nouvelle caste se défendait contre les influences « d'en bas » et éliminait les éléments inaptes d'acquiescer son esprit. De même, ceux des bureaucrates qui tendaient à s'enrichir grâce aux « affaires de compensation » ou autres, furent sévèrement punis et éloignés. L'individualisme capitaliste venait également en contradiction avec l'esprit de collectivité privilégiée de la caste de dirigeants staliniens. Mais ces influences extérieures étaient à peine évitables et l'épuration était continuellement à l'ordre du jour. On éloignait les « brebis galeuses » au nom de l'intérêt de la collectivité dont la caste bureaucratique stalinienne se considérait détentrice et on tendait ainsi à confondre la conscience collective de la caste avec la conscience collective tout court.

Grâce aux épurations, d'une part, grâce à l'extension continue du secteur nationalisé, de l'autre, la bureaucratie disposait toujours de nouvelles places et de possibilités d'avancement pour les fidèles ou pour les éléments utiles. La caste se renouvelait continuellement, dans des proportions importantes, en général avec des éléments provenant du milieu ouvrier.

A la mi 1947, près de 50 % des directeurs techniques et administratifs des V.E.B. étaient des anciens ouvriers ; 20 % des anciens commerçants ; 13 % des employés ; 13 % des ingénieurs et 4 % des anciens directeurs. Le nombre total des ouvriers d'usine atteignait au printemps 1948, après la nouvelle série d'expropriations 1.670.000, dont 600.000 dans les V.E.B., 600.000 dans les entreprises privées, 350.000 dans les entreprises soviétiques et 120.000 dans des entreprises communales et autres. Le nombre total des salariés était de 5.900.000. Les statistiques publiées ne permettent malheureusement pas de calculer même approximativement la part du revenu social de la zone soviétique revenant respectivement aux ouvriers et aux bureaucrates et autres privilégiés. A signaler toutefois que fin 1947, après les grandes expropriations, il y avait encore 240.000 gens de maison.

A la fin de l'étape envisagée, la caste bureaucratique était une réalité tangible. Le noyau primitif de staliniens avait exproprié la bourgeoisie au nom des ouvriers. Il avait assumé une part grandissante de la fonction sociale que détenaient les capitalistes : organiser et diriger la production. A la faveur de ses nouvelles tâches, il s'était considérablement agrandi. Il avait ensuite exproprié la classe ouvrière des quelques droits qu'elle avait pu obtenir et ceci justement au nom des fonctions sociales nouvellement acquises. A ses propres yeux, le groupe

bureaucratique justifiait l'expropriation des ouvriers de leurs droits par le fait qu'effectivement ceux-ci se détournent des intérêts publics.

Le groupe bureaucratique luttait sur deux fronts : contre l'individualisme capitaliste et contre les influences ouvrières. Tout comme la bourgeoisie qui s'était constituée quelques centaines d'années auparavant en niant, d'une part, le féodalisme, de l'autre, les ouvriers, la caste bureaucratique avait, elle aussi, pris conscience d'elle-même grâce à deux négations successives. A celles-ci, elle avait été amenée d'abord par son allégeance au Kremlin ; ensuite et peut-être surtout par la logique du système économique bureaucratique collectiviste qu'elle avait construit et où le souci d'organiser la production pesait sur ses épaules, exclusivement.

Les nouveaux tenants du pouvoir vivaient mieux que le commun des travailleurs. Ils n'étaient pourtant pas riches au sens capitaliste du terme. Le directeur d'une usine disposait d'une villa tant qu'il était utile et fidèle aux intérêts collectifs de la bureaucratie. Le bien-être devenait un signe de l'approbation officielle.

Cependant, la nouvelle caste, ouvrière par ses origines lointaines, ouvrière en majorité par son recrutement récent, continuait à se réclamer de la classe ouvrière. Les cadres staliniens, comme honteux d'avoir trahi leurs raisons d'être politiques n'exprimaient que dans les réunions intérieures du parti le fond de leur pensée, lorsqu'après Staline, ils répétaient : « Les cadres décident de tout ». A l'extérieur, c'était : « La classe ouvrière décide de tout ». Cette contradiction constituait incontestablement une faiblesse et mettait un frein à la constitution définitive d'une conscience de classe indépendante. Cette contradiction ne pouvait être surmontée tant qu'il existait un danger de retour offensif du capitalisme et que son « esprit » restait vivant. La bourgeoisie française s'était également affirmée indivisiblement unie aux ouvriers et aux paysans dans le cadre du Tiers-Etat tant que le féodalisme n'avait pas été terrassé.

Grâce à l'ambiguïté de la position de la nouvelle caste, la lutte des ouvriers contre les bureaucraties était moins facile à mener et à préciser que les anciennes luttes des ouvriers contre les bourgeois. Entre prolétaires et capitalistes, l'objet de litige était le plus souvent économique et facile à définir. Entre prolétaire et bureaucrate, du fait que ce dernier se donnait comme représentant du premier, le moindre litige posait automatiquement la question du droit à cette représentation. Si pourtant les luttes ouvrières ne s'élevèrent que rarement à un niveau politique, la bureaucratie stalinienne le doit pour une bonne part

à sa police. Mais ces luttes eussent-elles été élevées à ce niveau que les ouvriers n'auraient su quelle solution concrète proposer aux problèmes fondamentaux. Les ouvriers d'avant-garde, éduqués dans les anciens partis marxistes, et qui étaient en dehors du S.E.D. auraient essayé de prendre au mot les dirigeants staliniens, auraient utilisé les mêmes notions que les officiels en leur donnant un autre contenu : expropriation des capitalistes, démocratie économique, etc. Mais pour la large masse ces notions même avaient été compromises. Ceci explique le fait que bien d'ouvriers désireux d'action avaient rejoint les partis bourgeois, ou, ce qui revient presque au même, les groupes clandestins sociaux-démocrates, et parfois même des groupes secrets nazis. Ce manque de solution nouvelle pour une situation nouvelle contribua beaucoup à l'émiettement et à l'immobilité de la classe ouvrière par rapport à la bureaucratie.

LA REFORME AGRAIRE

Sur le terrain économique, dès juin 1945, le parti stalinien lançait trois mots d'ordre principaux : la réforme agraire, les nationalisations, le travail pour la reconstruction.

La réforme agraire constituait une nécessité économique. La plupart des gros propriétaires s'étaient enfuis devant l'avance russe et, sous peine de famine, il fallait faucher, battre et rentrer la récolte. La question de la propriété de cette récolte comme celle de la terre en général, se posait avec urgence. En même temps, en réalisant la réforme, les staliniens poursuivaient un double but politique : la destruction de la classe des Junkers hostile à l'U.R.S.S.; la formation pour eux-mêmes d'une base sociale solide et dévouée en vue de leurs autres activités.

La réforme eut une grande ampleur. Elle fut réalisée rapidement et exclusivement par des comités nommés par l'administration. Elle porta sur 2.700.000 ha. et le nombre bénéficiaire fut d'environ 500.000 (la zone soviétique contient en tout 750.000 exploitations paysannes).

Mais la réforme fut réalisée sous le signe de la pauvreté, et ceci la marqua profondément. Sur 500.000 bénéficiaires du partage des terres 300 à 350.000 n'ont encore maintenant (1) ni étable ni maison propre. Il n'est pas rare que des « nouveaux paysans » aient commencé avec pour tout cheptel quelques

(1) 1948 (N.D.L.R.)

lapins ou une chèvre. En échange, aussitôt qu'il obtenait la terre, on retirait au nouveau paysan sa carte d'alimentation et on lui en donnait une autre spéciale, d'exploitant agricole, avec laquelle il n'obtenait pratiquement pas de ravitaillement.

En même temps, le nouveau paysan manquait terriblement de machines agricoles. L'ancien inventaire des Junkers en partie s'était abîmé, en partie avait été confisqué par les Russes. Ce qui restait était très loin de suffire à tout le monde. Le bloc antifasciste (partis communiste, socialiste, libéral et chrétien-démocrate) créa alors l'Union d'entraide Paysanne (V. dg B.) et invita les paysans à y adhérer. Sous l'initiative stalinienne on donna au V. dg B. les machines agricoles confisquées aux Junkers. La V. dg B. obtint en plus 75.000 ha. de terre, 4.000 moulins, du bétail, des distilleries d'alcool, des camions, des ateliers de réparations, ainsi que les participations des Junkers dans les raffineries de sucre, les sociétés de distribution du lait, etc. Les machines furent groupées dans 3.000 stations de prêt aux paysans. La V. dg B. devenait ainsi une force à la campagne et on ne saurait surestimer l'importance que présentait son matériel pour les paysans pauvres, et surtout pour les nouveaux propriétaires. Il faut tenir compte en plus du fait que les coopératives d'achat et de vente de produits agricoles, quoique formellement indépendantes, étaient en réalité très liées à la V. dg B. et que cette dernière disposait de toute l'influence qu'elle désirait dans les conseils communaux.

La V. dg B. passa sous le contrôle exclusif des staliniens. Sur 60.000 membres que comprennent ces comités locaux 46,5 % sont S.E.D. (1); 45,3 % sans parti; 4,6 % chrétiens-démocrates et 3,6 % libéraux. Il faut considérer les sans-parti comme pro-staliniens en grande majorité. Il n'y a pas de vie intérieure démocratique dans la V. dg B. Le matériel dont elle dispose est dans chaque village sous le contrôle exclusif d'un petit groupe de staliniens membres du S.E.D.

Il est difficile de savoir quelle est la part de la sincérité et quelle est celle de l'intérêt dans l'adhésion de ces paysans au parti. Toujours est-il que le matériel de la V. dg B. leur sert d'abord à eux-mêmes, ce qui, vu le dénûment des nouveaux paysans, prend une importance considérable. Il n'est pas rare non plus que des scandales de marché noir et des malversations éclatent publiquement sur le compte des dirigeants V. dg B.

En schématisant quelque peu, on peut dire que trois groupes se cristallisent dans la société du village de l'Allemagne

(1) A partir du mois d'avril 1946, le parti stalinien de la zone d'occupation soviétique prend le nom de Parti Socialiste Unifié (S.E.D.) à la suite de la fusion imposée au Parti Socialiste. Nous reviendrons sur cette unification.

orientale après la destruction des Junkers : le groupe des anciens paysans riches et moyens qui ne manquent de rien et qui vivent entre eux ; le groupe des paysans pauvres et surtout nouveaux qui ont parfois un niveau de vie s'approchant presque de celui du paysan chinois et le groupe stalinien des dirigeants de la V. dg B. et des coopératives qui gardent le contact avec l'organisation du parti, qui disposent du matériel de l'union d'entraide paysanne et de toute sorte d'avantages et qui clament leur foi stalinienne et leur amour de l'U.R.S.S.

*
**

Il est impossible donc de qualifier l'ensemble de la réforme agraire de « victoire de la démocratie populaire » comme le fait quotidiennement la propagande du parti stalinien. Si la destruction des Junkers possède incontestablement un caractère progressif, la réforme en général est loin d'avoir amené un renouvellement démocratique dans la vie des campagnes de la zone soviétique. Réalisée sous le double signe de la pauvreté et du bureaucratisme stalinien, elle a donné naissance à une couche d'exploiteurs d'un genre nouveau, apparentée à la bureaucratie des kolkhoses de l'U.R.S.S. Cette couche n'est pas riche au sens capitaliste du terme, mais elle profite de biens collectifs et elle utilise ses liaisons politiques. Si momentanément les paysans moyens ou riches échappent à son contrôle, elle peut, par contre, exercer la pression qu'elle veut sur les paysans pauvres et nouveaux.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure le parti stalinien espérait vraiment résoudre le problème agraire en partageant les terres. De toute façon, dans les conditions économiques et politiques données cette solution n'était pas possible. Regardée avec un certain recul, la réforme agraire prend le caractère d'une mesure dictée par les nécessités économiques et politiques du moment. En même temps, elle peut être considérée comme une vaste manœuvre politique de la part du parti stalinien en vue de se créer une base de masse dans les campagnes. Cette manœuvre n'aura pas réussi, au contraire : les paysans pauvres et nouveaux assimilent plutôt le S.E.D. aux Russes et lui sont profondément hostiles. Le parti stalinien aura gagné à la campagne seulement le groupe de bureaucrates qu'il a créé et qui influera sur la vie intérieure du parti.

Les représentants du stalinisme n'ont donc pas réussi à s'intégrer à l'ancienne vie sociale du village de l'Allemagne orientale et particulièrement ils ne se sont pas intégrés à la vie des paysans pauvres. Le parti stalinien, grâce aux moyens dont il

dispose, a seulement transformé de l'extérieur la vie des campagnes et s'y est superposé par la force.

*
**

En liaison avec le partage des terres, un autre fait caractéristique est à noter. Sur 2.700.000 ha. de terre confisquée, environ 600.000 furent attribués à des institutions publiques (écoles, communautés, ville, etc.). Mais ces institutions sont toujours contrôlées par le S.E.D. qui réussit ainsi à avoir indirectement la haute main sur d'immenses propriétés. Le même fut en général le sort des maisons de maîtres et des châteaux des anciens Junkers. La plupart sont actuellement utilisés pour des colonies de vacances, maisons de repos, etc. Ceci est naturellement bien préférable à leur destination passée. Mais pour le parti stalinien c'est d'abord un moyen d'accorder des avantages à la nombreuse clientèle que, faute de vraies sympathies, lui a amené le pouvoir.

HUGO BELL

(FIN)